

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de  
l'Université Toulouse 1 Capitole.

*MODIFICATION DE CLAUSES BÉNÉFICIAIRES AU DÉTRIMENT DE L'HÉRITIER*

MICHEL LEROY

Référence de publication : Gaz. Pal. 13 sept. 2012, p. 10

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,  
contacter [portail-publi@ut-capitole.fr](mailto:portail-publi@ut-capitole.fr)

## *MODIFICATION DE CLAUSES BÉNÉFICIAIRES AU DÉTRIMENT DE L'HÉRITIER*

Cour de cassation 2ème chambre civile, 28 juin 2012, no 11-14662, Mme X c/ Sté Banque populaire vie et a.

### **ASSURANCES TERRESTRES**

Modification de clauses bénéficiaires au détriment de l'héritier

À défaut d'éléments de preuves suffisants, l'héritier évincé ne peut obtenir la nullité de la désignation bénéficiaire pour cause illicite, d'autant plus que la désignation des associations en qualité de bénéficiaires reposait sur une cause licite, en raison de leur activité.

Pour l'appréciation du caractère manifestement exagéré des primes versées, le juge doit tenir compte de l'utilité, pour le souscripteur, des contrats souscrits et des modifications intervenues.

Cass. 2e civ., 28 juin 2012, no 11-14662 : Mme X c/ Sté Banque populaire vie et a. - ND - Cassation partielle CA Paris, 1er févr. 2011 - M. Loriferne, prés. - Mes Le Prado, Ricard, SCP Boré et Salve de Bruneton, SCP Gadiou et Chevallier, av.

Il n'est pas rare que la découverte, lors du décès de l'assuré, de l'existence de contrats d'assurance-vie souscrits par le défunt dont les clauses bénéficiaires sont rédigées au profit de tiers frustre le ou les héritiers légaux, particulièrement lorsque la fraction du patrimoine transformée en primes est importante.

Pour limiter la volonté d'exhérédation de son auteur, l'héritier peut invoquer l'exagération manifeste dans le versement des primes (II) ou plus radicalement se placer sur le terrain de la « requalification » en libéralité de l'assurance-vie.

L'héritier amer peut être également tenté d'agir sur le terrain de la nullité de la désignation bénéficiaire afin de solliciter, si la nullité concerne l'ensemble de la désignation bénéficiaire 1, l'application de l'article L. 132-11 du Code des assurances 2. Ce texte emporte en effet, en l'absence de clause bénéficiaire valable au jour au décès de l'assuré, l'intégration de la valeur de l'assurance-vie, lorsque le souscripteur est l'assuré, dans l'actif successoral.

En pratique, la majorité des demandes en nullité se fonde sur l'insanité d'esprit 3 ou sur le vice de consentement 4 du souscripteur.

Beaucoup plus exceptionnelles sont les demandes fondées sur l'illicéité de la cause et c'est en cela que l'arrêt du 28 juin 2012 retient l'attention (I).

## **I. CAUSE ILLICITE ET DÉSIGNATION BÉNÉFICIAIRE**

En l'espèce, une personne avait souscrit cinq contrats d'assurance sur la vie. Après le décès de son épouse emportée par un cancer, le souscripteur modifie en deux fois les clauses de ces cinq contrats, qui désignaient sa fille comme bénéficiaire, au profit exclusif de la ligue contre le cancer, et pour deux contrats au profit de la SPA et la ligue contre le cancer.

Par ailleurs, un sixième contrat est souscrit en août 2003 toujours au profit de ces deux associations. Le souscripteur, malade depuis des années, met fin à ses jours le 29 novembre 2005. Sa fille, qui avait épousé en 1991 un homme de couleur contre l'avis de son père, soutenant que l'actif successoral a été vidé de toute consistance par les placements en assurance-vie, assigne les compagnies d'assurance en nullité des désignations bénéficiaires, pour cause illicite.

La Cour de cassation approuve la cour d'appel d'avoir considéré que les désignations bénéficiaires n'avaient pas une cause illicite, ce que nous approuvons (A). La proximité entre le décès et la souscription du dernier contrat invite cependant à envisager pour cette assurance d'autres causes de nullité (B).

### ***A. Les désignations bénéficiaires n'ont pas de cause illicite***

Pour le demandeur, « la cause déterminante des désignations litigieuses résidait dans l'intention de lui nuire en raison d'une discrimination raciale (...) ».

La cour d'appel déboute le demandeur pour insuffisance des éléments de preuve apportés. Elle ajoute que « quel que soit le mobile qui a animé [le souscripteur], la cause de cette désignation est bien, en l'espèce, de gratifier les bénéficiaires désignés, notamment au regard de l'objet de l'activité de la ligue contre le cancer ».

La Cour de cassation rejette le pourvoi et approuve les juges du fond d'avoir déduit des éléments présentés que « la désignation des bénéficiaires reposait sur une cause licite ».

La décision de la Cour de cassation n'est pas surprenante, tant le demandeur a été confus dans la présentation de ses arguments. En effet, celui-ci mélangeait la cause du contrat et la cause de la désignation bénéficiaire, ainsi que la cause de la désignation et la cause de la révocation des désignations précédentes. Cette confusion est nette dans la première branche du premier moyen du pourvoi : « le souscripteur avait soutenu que la cause déterminante des désignations litigieuses résidait dans l'intention de lui nuire en raison d'une discrimination raciale fondée sur la race de son conjoint et la couleur de peau de ses enfants ; qu'il résultait des propres constatations de l'arrêt que Raoul X, qui était profondément raciste, avait entendu déshériter sa fille à une époque où il se savait condamné à échéance visible ; qu'en refusant dès lors de retenir l'illicéité de la cause des contrats litigieux et, partant, de les déclarer nuls » 5.

Dans les espèces publiées concernant les clauses bénéficiaires et la cause illicite, c'est la raison justifiant la désignation de la personne gratifiée qui était au cœur du litige. On songe ici, naturellement, aux contentieux relatifs à la désignation de la maîtresse ou de l'amant comme bénéficiaire dans le but de poursuivre ou de rétribuer des relations sexuelles 6. En d'autres termes, le mobile illicite s'exprime dans la relation entre le souscripteur et le bénéficiaire.

Mais en l'espèce, il est tout à fait inexact de considérer, comme le fait le pourvoi, que « la cause déterminante des désignations litigieuses résidait dans l'intention de lui nuire ». Sans doute, la désignation de la ligue contre le cancer avait pour cause déterminante la volonté d'aider la recherche. De même, la désignation d'une institution vénérable comme la SPA s'explique pour des raisons tout aussi honorables.

Par principe, il ne peut y avoir aucune cause illicite ou immorale dans la désignation d'une association reconnue d'utilité publique 7.

C'est ce qu'affirme la Cour de cassation lorsqu'elle précise que la cause de cette désignation est bien, en l'espèce, de gratifier les bénéficiaires désignés.

Cependant, affirmer que le souscripteur était animé de la volonté de gratifier un bénéficiaire déterminé, ne revient pas à nier qu'il pouvait être également mû par celle d'exhérer son enfant, pour une raison tenant à l'identité ou aux origines de son époux 8. Les deux motivations peuvent coexister mais elles s'expriment au travers de deux actes différents : cette volonté discriminatoire constitue bien davantage la cause de la révocation des clauses bénéficiaires antérieures que la cause impulsive et déterminante de la désignation des bénéficiaires de la garantie.

Or, la désignation des bénéficiaires n'est efficace qu'autant que la révocation de la désignation précédente n'est pas entachée de nullité. Ce sont donc les révocations des clauses des cinq contrats qui auraient pu être éventuellement causées par une intention de nuire. Encore fallait-il prouver l'existence de cette cause illicite : les juges du fond ont pu souverainement considérer qu'une telle preuve n'était pas établie.

### ***B. Cause de nullité du dernier contrat souscrit***

Il semble donc impossible de remettre en cause la clause du dernier contrat en se fondant sur le mobile tiré de la xénophobie du souscripteur. Celui-ci, extérieur à la relation entre l'association et le malade, ne constitue pas la cause impulsive et déterminante de la stipulation.

Le demandeur pouvait-il obtenir la restitution des primes versées sur d'autres fondements ? Les circonstances de l'espèce nous invitent à répondre par la négative.

L'héritier pouvait-il agir sur le fondement de la nullité pour défaut d'aléa ? Sans doute, le défaut d'aléa lors de la souscription emporte la nullité du contrat et donc la restitution des primes. Cependant, l'état de l'assuré, bien que grave lors de la souscription ne le condamnait pas à très brève échéance, puisque ce n'est pas la maladie qui l'emporte deux ans plus tard, mais la volonté d'en finir avec l'existence. L'incertitude sur la durée de sa vie était, lors la souscription, suffisante pour caractériser l'aléa. En revanche, les circonstances de l'espèce pouvaient entretenir le doute sur l'utilité du versement des primes, ce que nous verrons plus loin.

À défaut de nullité du contrat, le demandeur pouvait-il obtenir sa « requalification » en donation ? La Cour de cassation a admis dans une affaire récente, qui présente des similarités avec cette espèce, une « requalification » en libéralité 9. Dans cette affaire, le souscripteur qui avait spécifié ne vouloir entretenir aucun contact avec ses enfants, avait cédé à une association l'intégralité de son patrimoine immobilier en viager et avait souscrit un contrat d'assurance-vie en sa faveur avec le prix de la vente. Pour la Cour de cassation, « au moment de la souscription d'un contrat d'assurance-vie, l'état de santé du souscripteur empirait et celui-ci avait souscrit ce contrat au bénéfice d'une association pour dilapider son patrimoine

dans le but de le soustraire aux droits de ses enfants avec lesquels il n'entretenait plus aucun contact [la cour d'appel] a pu en déduire l'existence chez l'intéressé d'une volonté actuelle et irrévocable de se dépouiller et, par là-même, admit le caractère illusoire de la faculté de rachat (...) et l'absence d'aléa ».

On peut là encore penser que non, pour la raison qui tient là également à son espérance de vie : rien n'indique, surtout compte tenu de la modestie des moyens financiers à sa disposition, que le souscripteur n'entendait pas profiter de ce placement pour la satisfaction de ses propres besoins. Comme le rappelle à juste titre un auteur, la volonté de dépouiller autrui ne vaut pas nécessairement volonté de se dépouiller soi-même *10*.

Enfin, l'héritier n'aurait pas pu non plus se prévaloir du suicide de son auteur, car l'assuré a vécu un peu plus de deux ans après le versement des primes. Or, selon l'article L. 132-7 du Code des assurances, l'assureur doit couvrir obligatoirement le risque de suicide à partir de la deuxième année du contrat. L'assureur était donc tenu de garantir le suicide de l'assuré *11*. De toute façon, à supposer ses conditions remplies, l'application du texte n'aurait guère profité au demandeur. En effet, en cas de suicide au cours de la première année, l'assureur ne doit pas sa garantie, mais il doit verser au bénéficiaire une somme égale à la provision mathématique du contrat en application de l'article L. 132-8 du Code des assurances *12*.

L'héritier ne pouvait sans doute pas obtenir la restitution des primes versées sur le fondement de la nullité de la désignation bénéficiaire. Il pouvait en revanche exiger le rapport de certaines primes versées en raison de leur exagération manifeste.

## **II. MODIFICATION DES CLAUSES ET EXAGÉRATION MANIFESTE**

Le demandeur sollicitait également le rapport à la succession des primes manifestement exagérées versées par le souscripteur. Pour l'héritier, en effet, le montant des primes réglées correspondait à près de 100 % de ce qu'aurait été la succession sans leur versement.

Les circonstances de fait invitaient à penser que certaines primes étaient effectivement exagérées (A). Il faut donc approuver la Cour de cassation d'avoir censuré l'arrêt d'appel qui avait débouté l'héritier de sa demande. Cependant, la motivation de la Cour de cassation, assez particulière, retient l'attention (B).

### ***A. Rappel des critères de l'exagération manifeste***

En appel, le demandeur est débouté aux motifs suivants : les primes versées antérieurement au décès du conjoint du souscripteur n'étaient pas, selon l'héritier lui-même, « manifestement excessives ». Quant aux primes versées postérieurement, elles ne revêtaient pas non plus ce caractère car le souscripteur possédait un capital mobilier non négligeable, ainsi que l'usufruit des propriétés ayant appartenu à son conjoint et il a bénéficié du prix de la vente de son fonds de commerce.

L'analyse de la cour d'appel paraît très lapidaire et ce à plusieurs titres : tout d'abord, elle a apprécié l'exagération manifeste des primes en considérant uniquement la consistance du patrimoine du souscripteur. Or, ce critère n'est qu'un élément parmi d'autres d'appréciation de l'excès, au sens de l'article L. 132-13. De plus, l'indication du prix de la vente pour apprécier l'absence d'exagération manifeste est particulièrement malvenue, puisque, selon le demandeur, celui-ci a servi au règlement de la prime du dernier contrat.

La cassation est donc tout à fait justifiée. La Cour de cassation rappelle en effet régulièrement que « le caractère manifestement exagéré des primes versées s'apprécie au moment de leur versement au regard de l'âge du souscripteur ainsi que de ses situations patrimoniale et familiale » 13.

### ***B. Appréciation du critère de l'utilité***

Ce n'est pas dire cependant que l'arrêt est sans intérêt. Au contraire, la motivation de la Cour de cassation est surprenante : « Qu'en statuant ainsi, sans avoir égard à la situation patrimoniale et familiale de Raoul X au moment du versement des primes et sans tenir compte de l'utilité, pour le souscripteur, des contrats souscrits et des modifications intervenues, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision (...) ».

Si la référence à l'utilité du contrat est classique, la référence à l'utilité des modifications intervenues l'est beaucoup moins. À quelles modifications la motivation renvoie-t-elle ? Compte tenu de la rédaction de l'arrêt, les modifications visées sont nécessairement extérieures aux contrats souscrits. Il s'agit donc de celles relatives aux désignations bénéficiaires.

Envisagée ainsi, la référence à ces modifications peut surprendre, à la fois par rapport à la notion d'utilité et à la date de son appréciation. Le critère de l'utilité a pour objet de vérifier que le souscripteur a un intérêt à la souscription parce qu'il peut profiter du versement des primes. De plus, le caractère manifestement exagéré des primes versées s'apprécie au moment de leur versement, ce qui signifie que seules les modifications antérieures au versement des primes pourraient être prises en compte. Or, toutes les modifications de clauses ont été, semble-t-il postérieures aux versements des primes. Cependant, dans l'appréciation de l'utilité du contrat, la Cour de cassation n'hésite pas à prendre en considération des faits postérieurs au versement des primes, comme la mise en œuvre de la faculté de rachat 14. Mais il s'agit alors simplement d'établir concrètement la réalité de l'utilité pour le souscripteur du contrat. Faut-il comprendre que la Cour de cassation invite à prendre en compte les modifications des clauses bénéficiaires uniquement pour juger de l'intérêt pour le souscripteur de conclure le contrat ? C'est peut-être ainsi qu'il faut analyser cette motivation d'espèce.

1 –

(1) En cas de clauses bénéficiaires hiérarchisées, il peut y avoir autant d'intentions différentes que de personnes désignées : v. pour une illustration, Cass. 1re civ., 4 nov. 2010, no 07-21303.

2 –

(2) Nous nous plaçons naturellement dans l'hypothèse d'une modification de clauses bénéficiaires et non d'une désignation ab initio. Dans ce cas, la preuve de l'absence de consentement ou de vice emportera la nullité du contrat d'assurance-vie et donc la restitution des primes versées et leur intégration dans l'actif successoral.

3 –

(3) V. récemment pour l'insanité d'esprit : Cass. 1re civ., 20 juin 2012, no 10-21808 - Cass. 1re civ., 18 janv. 2012, no 10-27325.

4 –

(4) Ex. : pour un dol, v. Cass. 1re civ., 12 juin 2012, no 11-14321.

5 –

(5) Souligné par nous.

6 –

(6) V. par ex., Cass. 1re civ., 3 févr. 1976, no 74-13138 : Bull. civ. I, no 51 ; D. 1976, IR, p. 127 ; RGAT 1976, 254, obs. AB - Cass. 1re civ., 8 nov. 1982, no 81-13815 : Bull. civ. I, no 321 ; D. 1983, IR, p. 207 ; RGAT 1983, 533.

7 –

(7) Ce n'est pas dire évidemment qu'une libéralité faite au profit de telles institutions ne peut pas être nulle pour cause illicite. Cependant, l'illicéité ne résulte pas de l'identité du bénéficiaire, mais des conditions ou charges de la libéralité, par exemple lorsqu'elles sont contraires aux règles légales de capacité de ces personnes morales.

8 –

(8) V. par ex. en matière de testament : Cass. 1re civ., 30 sept. 2009, no 08-17919 : Bull. civ. I, no 200 : « la volonté de priver un héritier réservataire de la quotité disponible n'exclut pas l'intention libérale du testateur vis-à-vis d'une tierce personne ».

9 –

(9) Cass. 1re civ., 26 oct. 2011, no 10-24608 : RGDA 2012, p. 407, obs. L. Mayaux.

10 –

(10) L. Mayaux, obs préc.

11 –

(11) C'est la loi no 98-546 du 2 juillet 1998 qui a réduit à un an le délai pendant lequel l'assureur ne doit pas sa garantie.

12 –

(12) « Dans le cas de réticence ou fausse déclaration mentionné à l'article L. 113-8, dans le cas où l'assuré s'est donné volontairement la mort au cours du délai mentionné à l'article L. 132-7 ou lorsque le contrat exclut la garantie du décès en raison de la cause de celui-ci, l'assureur verse au contractant ou, en cas de décès de l'assuré, au bénéficiaire, une somme égale à la provision mathématique du contrat ».

13 –

(13) Cass. ch. mixte, 23 nov. 2004, nos 01-13592 et 02-17507, préc. - Cass. 1re civ., 17 févr. 2005, no 01-10471 - Cass. 1re civ., 24 févr. 2005, no 04-12617 - Cass. 2e civ., 8 mars 2006, no 04-19177.

14 –

(14) Pour une illustration, V. par ex., Cass. 1re civ., 17 juin 2009, no 08-13620.